

DISPARITION DU CHALUTIER EL KHALIL

Un premier corps repêché au large de Tipasa

La nouvelle est tombée hier en début d'après-midi. Le corps d'un des marins d'El Khalil, le chalutier disparu vendredi dernier au large de Ténès, a été retrouvé au Chenoua dans la wilaya de Tipasa par des pêcheurs de la région.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le suspense a ainsi pris fin hier pour laisser place à une vague de tristesse et de consternation au sein de la population de la petite ville côtière de Ténès.

Ce sont des pêcheurs de la wilaya de Tipasa qui ont repéré initialement ce qui semblait être deux corps flottant sur l'eau et fait appel aux services de sécurité et aux autorités locales.

Quelques heures après, un premier corps a été repêché et identifié comme étant celui du marin Benaouali Mahmoud. En fin d'après-midi, il s'est avéré que ce qui semblait être un deuxième corps n'était qu'un simple objet.

Selon M. Abeb, le directeur de la pêche de la wilaya de Chlef, le corps retrouvé a dérivé sous l'effet de la force des courants puissant dans la région. Sur les lieux, une autre mobilisation s'est organisée cette fois-ci avec les pêcheurs de Tipasa qui sont sortis en mer en matinée pour participer aux recherches et retrouver les sept autres marins d'El Khalil.

Ceci alors que la Marine nationale était encore mobilisée pour poursuivre les recherches, lancées dès le vendredi matin quand le chalutier n'était pas rentré au port de Ténès et que les marins restaient injoignables. Depuis, les marins de la région n'ont pas



Les recherches se poursuivent pour retrouver les corps des autres marins.

arrêté les recherches et ont suspendu l'activité de pêche, soucieux de retrouver les marins d'El

Khalil. Depuis la disparition d'El Khalil, les discussions sont allées bon train dans la

ville et plusieurs scénarios ont été échafaudés, notamment du fait qu'aucun objet se rapportant au chalutier n'a été retrouvé sur l'eau ou dans la zone où il pêchait la crevette. Pour passer les fonds en revue, un bateau scientifique a été dépêché sur les lieux où il a déjà fait plusieurs sorties en mer, en vain cependant, jusqu'à hier après-midi. El Khalil avait jeté ses filets dans la soirée de jeudi à vendredi en compagnie d'autres bateaux de pêche dans la zone appelée «Calle brève» au large de la localité d'El Marsa. Et si les autres chalutiers sont rentrés au port, El Khalil reste toujours porté disparu.

Jusqu'à hier en fin de journée, les recherches se poursuivaient pour retrouver les corps des autres marins. **F.-Z. B.**

GRÈVE DES PILOTES

L'aéroport Houari-Boumediène paralysé

Cafouillage total hier au niveau de l'aéroport international d'Alger. La grève décidée par les pilotes de la compagnie Air Algérie affiliés au Syndicat des pilotes de ligne algérien (SPLA) a provoqué une paralysie totale du trafic aérien. Au total, une vingtaine de vols nationaux et internationaux ont été annulés, créant ainsi une confusion générale chez les voyageurs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des sources proches d'Air Algérie, «le taux de suivi de la grève avoisinait les 90%», soit la quasi-totalité des vols programmés dans la journée d'hier qui ont été annulés.

Au moment où nous mettons sous presse, les deux parties, à savoir la direction générale de la compagnie et les animateurs du SPLA, seraient sur le point de conclure un accord, dont «la durée est limitée à quarante-huit heures». En d'autres termes, les syndicalistes du SPLA ont hissé la barre très haut en fixant un ultimatum de deux jours à l'employeur, et ce, à compter de ce jour «pour donner suite à nos revendications». Dans le cas contraire, «le retour à la grève générale est inéluctable».

Ainsi, la reprise des vols devrait être entamée hier après-midi, à seize heures, et ce, à la grande joie des passagers, qui ont vécu hier au niveau de l'aéroport international d'Alger une journée des plus «cauchemardesques».

A ce propos, il est important de noter que seulement deux vols vers l'étranger, plus exactement en direction de Paris, ont été assurés par les pilotes grévistes, à savoir le 1002 et le 1004, respectivement sur Charles de Gaulle et Orly. Tous les autres ont été annulés.

Hier, au niveau de l'enceinte aéroportuaire Houari-Boumediène, les pilotes grévistes portaient des brassards aux couleurs de la compagnie, soit le rouge et blanc, sur lesquels est écrit «pilotes en grève». A ce

sujet et selon des syndicalistes, ce mouvement de grève «n'est pas lié à la question salariale», mais plutôt «aux conditions de travail et au statut des pilotes au sein de la compagnie». «Nous sommes dans une situation de dévalorisation totale du métier de commandant de bord. Les interférences sont multiples et aucune solution ne pointe à l'horizon.

A travers le monde, il y a des pratiques et culture propre au monde de la navigation aérienne. Chez nous, c'est le monde à l'envers. Tout le monde s'immisce dans les affaires de pilote. Ce n'est pas normal ce qui se passe au sein de notre compagnie»,

s'est indigné un commandant de bord qui a invoqué l'anonymat.

Il est à noter qu'aucun préavis n'a été déposé pour annoncer cette grève qui coïncide avec le retour des émigrés venus pour passer le Nouvel An avec leur famille.

Une cellule de crise a été installée par la direction de la compagnie depuis la première heure de la journée d'hier mais aucun bilan sur l'étendue du mouvement n'est encore établi, avon-nous appris auprès du service de communication d'Air Algérie.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que les activités de la compagnie ont été paralysées en juillet dernier par une grève générale de quatre jours, déclenchée suite à un conflit ayant opposé le personnel navigant commercial (PNC) de la compagnie à la direction générale. Il a fallu une médiation engagée par le secrétaire général de l'UGTA Sidi Saïd pour que la



Les avions sont cloués au sol.

situation se débloque, et ce, en sollicitant l'arbitrage du Premier ministre. Ce dernier a de son côté exigé comme première condition

du règlement des problèmes la reprise du travail au sein de la compagnie.

A. B.

**ILS SE RASSEMBLENT AUJOURD'HUI
DEVANT LES DIRECTIONS DE L'ÉDUCATION**

Les corps communs exigent leur intégration

Les corps communs du secteur de l'éducation restent mobilisés. A l'appel du conseil national de l'Union des travailleurs des corps communs de l'éducation, ils ont entamé hier une grève qui sera ponctuée aujourd'hui par des rassemblements devant les Directions de l'éducation de l'ensemble des wilayas.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En dépit de leur appartenance à différentes catégories, les corps communs partagent une même préoccupation : ils veulent intégrer le secteur de l'éducation.

Une revendication que fait sienne le Conseil national de l'Union nationale des travailleurs des corps communs de l'éducation nationale affilié à l'Union nationale des travailleurs de l'éducation nationale (Unpef). Ce dernier, qui avait appelé à deux jours de grève, dénonce le mépris de la

tutelle à l'égard de pas moins de 130 000 employés entre ouvriers, travailleurs de cantines, gardiens et travailleurs des bibliothèques.

A l'issue du premier jour de grève, les corps communs de l'éducation sont appelés à observer un rassemblement devant l'ensemble des Directions de l'éducation.

Il est question de remettre une requête adressée au président de la République afin que leurs revendications soient enfin prises en considération.

Les corps communs de l'éducation se considèrent comme les laissés-pour-compte du secteur, s'estimant au plus bas de l'échelle avec des salaires variant entre 13 000 et 24 000 DA. Leur représentant dénonce l'attitude du ministère qui n'a pas tenu ses engagements, notamment en matière d'intégration.

Ils revendiquent leur re-classification avec le personnel de l'éducation car se revendiquant de ce secteur en rapport avec les tâches notamment pédagogiques qu'ils accomplissent.

Les corps communs exigent également la promulgation d'un texte qui mette à l'abri les corps communs des décisions arbitraires des chefs d'établissement qui, au nom de la polyvalence,

demandent souvent aux corps communs d'effectuer des tâches qui ne sont souvent pas en rapport avec leurs qualifications.

Le Conseil national de l'Union des travailleurs des corps communs de l'éducation revendique l'institution d'une prime de risque, d'une prime de pédagogie et de documentation sans oublier la prime de rendement à hauteur de 40% avec effet rétroactif à compter de 2008.

Les corps communs exigent également de bénéficier des primes d'encadrement des examens et de formations en rapport avec leurs emplois. Les corps communs demandent, par la même occasion, le droit à l'activité syndicale.

N. I.